

20 mars 2024

Cour de cassation

Pourvoi n° 22-19.393

Chambre sociale - Formation restreinte RNSM/NA

ECLI:FR:CCASS:2024:SO10261

Texte de la décision

Entête

SOC.

JL10

COUR DE CASSATION

Audience publique du 20 mars 2024

Rejet non spécialement motivé

M. HUGLO, conseiller doyen
faisant fonction de président

Décision n° 10261 F

Pourvoi n° J 22-19.393

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE SOCIALE, DU 20 MARS 2024

La société Agence parisienne de surveillance, société par actions simplifiée, dont le siège est [Adresse 4], [Localité 2], a formé le pourvoi n° J 22-19.393 contre l'arrêt rendu le 1er juin 2022 par la cour d'appel de Paris (pôle 6, chambre 6), dans le litige l'opposant à M. [N] [B], domicilié [Adresse 1], [Localité 3], défendeur à la cassation.

Le dossier a été communiqué au procureur général.

Sur le rapport de Mme Arzac, conseiller référendaire, les observations écrites de la SCP Gury & Maître, avocat de la société Agence parisienne de surveillance, de la SCP Poupet & Kacenenbogen, avocat de M. [B], après débats en l'audience publique du 14 février 2024 où étaient présents M. Huglo, conseiller doyen faisant fonction de président, Mme Arzac, conseiller référendaire rapporteur, Mme Ott, conseiller, et Mme Pontonnier, greffier de chambre,

la chambre sociale de la Cour de cassation, composée des président et conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu la présente décision.

Motivation

1. Le moyen de cassation, qui est invoqué à l'encontre de la décision attaquée, n'est manifestement pas de nature à entraîner la cassation.
2. En application de l'article 1014, alinéa 1er, du code de procédure civile, il n'y a donc pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur ce pourvoi.

Dispositif

EN CONSÉQUENCE, la Cour :

REJETTE le pourvoi ;

Condamne la société Agence parisienne de surveillance aux dépens ;

En application de l'article 700 du code de procédure civile, rejette la demande formée par la société Agence parisienne de surveillance et la condamne à payer à M. [B] la somme de 3 000 euros ;

Ainsi décidé par la Cour de cassation, chambre sociale, et prononcé par le président en son audience publique du vingt mars deux mille vingt-quatre.

Décision attaquée

Cour d'appel de paris k6
1 juin 2022 (n°20/01835)

Les dates clés

- Cour de cassation Chambre sociale 20-03-2024
- Cour d'appel de Paris K6 01-06-2022